

INDIVISIBLE, LAÏQUE, DÉMOCRATIQUE ET SOCIALE

« On répond à l'art par l'art, à l'esprit par l'esprit ! On ne répond jamais à un dessin par du sang ! Non ! » L'imam de Drancy semble ici faire écho à Sébastien Castellion, né il y a cinq siècles et pour qui : « *Tuer un homme, ce n'est pas défendre une doctrine, c'est tuer un homme.* » Déjà l'humaniste prônait qu'on réponde à l'hérétique non par le glaive mais par la raison, « *fille de Dieu* » – et même davantage puisque « *Dieu ne peut pas plus l'abolir que lui-même* ».

Après un moment de légitime sidération, la France s'est levée d'un bloc, renforcée d'un concours international inouï.

Les fanatiques islamistes n'ont pas frappé à l'aveugle ; leurs cibles : l'esprit libre, l'ordre public, les juifs. La force de la riposte leur aura montré qu'ils sont loin d'avoir gagné cette guerre, et même cette bataille. Ceux mêmes qui ne se reconnaissaient en rien dans la ligne éditoriale de l'hebdomadaire « blasphémateur », et jusqu'à ses boucs émissaires étaient les premiers à battre le pavé le 11 janvier dernier ; les forces de l'ordre n'ont pas été applaudies seulement parce qu'elles comptaient des victimes dans leurs rangs et parce qu'elle ont réduit les terroristes, mais aussi parce qu'elles sont le garant, en République, de cette liberté d'expression qui est notre orgueil ; enfin toutes les autorités religieuses, politiques et intellectuelles ont solennellement marqué leur solidarité avec les juifs, visés en tant que tels, ces juifs auxquels la République, tout au long de son histoire, doit tant. Tout un peuple a fait prévaloir sur ses naturelles divisions un certain nombre de principes, au premier rang desquels la laïcité, pierre fondatrice de la République française.

Certes, tel beau moment d'union ne peut avoir qu'un temps et un examen de conscience lucide sur les trahisons d'une certaine idée de la République – idée dont nous ne cessons, ici, de nous faire les propugnateurs – devra bien suivre. Certains intellectuels l'ont commencé avec la précision et la tranquille fermeté qui convenaient, les mêmes qui n'ont cessé d'avertir que nous risquions de payer cher un tolérantisme excessif, une xénophilie qu'il fallait être bien naïf pour y voir l'antidote d'une xénophobie évidemment condamnable ; cher la corruption du langage politique, les accommodements des principes à des réalités qu'on ne se résigne même plus

à vouloir changer tant il est vrai que tout est toujours trop abstrait ou trop ambitieux pour les esprits démissionnaires ; cher le sentiment pour le citoyen qu'il a de moins en moins prise sur son destin... Affranchissons-nous donc du lâche angélisme et réarmons-nous intellectuellement et moralement.

Nous ne pourrions vaincre qu'en réhabilitant avec force la République car elle est, avec son architecture de principes, le point de mire des terroristes, ces terroristes qui haïssent la France dans toutes ses composantes, ces terroristes qui, ici, sont... français.

Oui, l'intégration est une nécessité pour éviter l'intégrisme. Une intégration qui implique qu'on subordonne ses appartenances particulières à l'appartenance à la seule communauté politiquement légitime car seule fondée à créer des règles égales pour tous : la communauté nationale. Le mot « nation » doit cesser d'effrayer dès lors qu'on l'expurge de toute idée d'ethnicité car la nation civique reste le meilleur médiateur entre le particulier et l'universel. La République n'est pas l'ennemie de la diversité : hiérarchiser n'est pas nier. Quant à l'humanité, elle n'est pas l'adjonction de composantes figées auxquelles l'individu serait enchaîné mais bien ce qui nous est commun par delà nos différences. Oui, il est temps d'en finir avec un système d'enseignement qui n'instruit plus, de renouer avec Condorcet pour fonder une école émancipatrice, donc à l'abri de la fureur du monde et où l'on transmet des savoirs, où celui qui institue le citoyen n'est pas le représentant de la société mais celui de l'humanité, le « *modeste ouvrier de la civilisation* ». Un peuple éclairé qui se donne à lui-même sa loi doit rester l'idéal, étant entendu l'avertissement de Tocqueville : il est contradictoire que le peuple soit souverain et misérable. Tout se tient. Il est temps de retrouver cette cohérence d'ensemble qui fera notre force. Que l'adversité tende les ressorts de notre volonté.

Les francs-maçons, qui comptent des leurs parmi les victimes de janvier, doivent marcher à l'avant-garde de cette reconquête. Le meilleur hommage qu'ils puissent rendre à ceux qui sont tombés est de rendre la République toujours plus républicaine, à savoir toujours plus indivisible, plus laïque, plus démocratique et plus sociale. La franc-maçonnerie est première concernée car elle est le parti de la République ; or c'est dans son principe, selon Edgar Quinet, qu'un parti se répare, « *c'est là qu'il prend des forces nouvelles. S'il s'en sépare, il se met à la discrétion de l'ennemi* ».

Samuël Tomei